



CONVENTION DE DESIGNATION DU MÉDIATEUR DE LA CONSOMMATION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

(Forme juridique) (nom juridique de l'établissement), sise (adresse de la société), représentée par le (qualité du représentant), (Mr ou Mme) (nom et prénom), inscrit au RCS sous le numéro de SIREN (numéro), également connu sous le nom commercial suivant : (nom commercial)
Secteur d'activité de l'établissement : (secteur)
Sous-secteur d'activité : (sous-secteur)

Ci-après dénommé « Le professionnel »

ET

SARL unipersonnelle DEVIGNY MEDIATION, au capital social de 10 000€, sise 9 avenue René GASNIER D01 49100 - ANGERS, représentée par sa gérante Emmanuelle DEVIGNY, immatriculée au RCS d'ANGERS (49) sous le numéro 824 611 818.

Ci-après dénommée « La médiation DEVIGNY MEDIATION »

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE - RAPPEL DES OBLIGATIONS LÉGALES

Conformément à l'article L.612-1 du code de la consommation, « Tout consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel. A cet effet, le professionnel garantit au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation. »

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, et pour répondre à ses obligations légales et réglementaires, le professionnel nomme la SARL DEVIGNY MEDIATION comme médiateur de la consommation pour son ou ses établissements en vue de la résolution amiable de litiges susceptibles d'intervenir entre elle et l'un de ses clients-consommateurs.

ARTICLE 2 - ETABLISSEMENT(S) CONCERNÉ(S) PAR LA PRÉSENTE CONVENTION

La SARL DEVIGNY MEDIATION sera le médiateur de la consommation pour l'établissement désigné comme partie à la présente convention.

Si le professionnel possède plusieurs établissements, la liste de ses établissements sera annexée à la présente convention.

ARTICLE 3 - DÉFINITION ET CHAMP D'APPLICATION DE LA MÉDIATION DE LA CONSOMMATION

La médiation est un processus structuré par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leur différend, avec l'aide d'un médiateur.

La médiation est un processus non obligatoire. La médiation est gratuite pour le consommateur. Elle est librement acceptée par les parties. Elle n'est pas un préalable ou un substitut à l'action judiciaire, mais une alternative. Les parties peuvent mettre fin au processus de médiation à tout moment.

La médiation de la consommation s'applique à un litige national ou transfrontalier entre le consommateur et le professionnel portant sur l'exécution d'un contrat de vente ou d'un contrat de prestation de service. Il convient d'entendre par litige national ou transfrontalier, le litige défini au sens de l'article L.611-1 du code de la consommation.

La médiation de la consommation ne s'applique pas aux :

- litiges entre professionnels,
- réclamations portées par le consommateur auprès du service clientèle du professionnel,
- négociations directes entre le consommateur et le professionnel,
- tentatives de conciliation ou de médiation ordonnées par un tribunal saisi du litige de consommation,
- procédures introduites par un professionnel contre un consommateur.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU PROFESSIONNEL

Conformément à l'article L.616-1 du code de la consommation « Tout professionnel communique au consommateur, selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État, les coordonnées du médiateur compétent dont il relève. Le professionnel est également tenu de fournir cette même information au consommateur, dès lors qu'un litige n'a pas pu être réglé dans le cadre d'une réclamation préalable directement introduite auprès de ses services ».

En application de l'article L.616-1 susvisé, le professionnel communique au consommateur les coordonnées du médiateur de la consommation compétent dont il relève, en inscrivant ces informations de manière visible et lisible sur son site internet, sur ses conditions générales de vente ou de service, sur ses bons de commande ou, en l'absence de tels supports, par tout moyen approprié. Il y mentionne également l'adresse du site internet du médiateur.

Le professionnel, en acceptant la médiation de la consommation s'impose à lui-même une obligation de loyauté, se caractérisant par une volonté de coopérer avec le médiateur et le consommateur et de satisfaire aux demandes du médiateur, afin de se donner toutes les chances de trouver une résolution amiable au litige. Il n'interfère pas de quelque façon que ce soit dans le traitement des dossiers de médiation.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU MÉDIATEUR DE LA CONSOMMATION

Le médiateur de la consommation agissant pour la médiation DEVIGNY MEDIATION est nécessairement indépendant et impartial. Il est compétent en matière de droit de la consommation

et de médiation. Le médiateur fait preuve de diligence, de transparence et d'efficacité. Le médiateur ne peut recevoir aucune instruction des parties au litige de consommation.

Le médiateur respecte une obligation de confidentialité. Ainsi, les informations échangées et les déclarations recueillies au cours de la médiation comme les constatations du médiateur ne peuvent être ni divulguées aux tiers, ni invoquées ou produites ensuite dans le cadre d'une instance judiciaire sans l'accord des parties.

Il existe toutefois, deux limites au principe de confidentialité :

- en présence de raisons impérieuses d'ordre public ou de motifs liés à la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant ou à l'intégrité physique ou psychologique de la personne,
- lorsque la révélation de l'existence ou la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour sa mise en œuvre ou son exécution.

Le médiateur aide les parties à trouver une solution en droit et en équité, mutuellement acceptable. La médiation DEVIGNY MEDIATION dispose d'un site internet permettant sa saisine.

La médiation DEVIGNY MEDIATION est référencée par la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC). Son activité de médiation est évaluée et contrôlée par cette commission.

Le médiateur, personne physique, est membre de l'association nationale des médiateurs.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE RECEVABILITE DE LA SAISINE

D'après l'article L.612-2 du code de la consommation « Un litige ne peut être examiné par le médiateur de la consommation lorsque :

- Le consommateur ne justifie pas avoir tenté au préalable, de résoudre son litige directement auprès du professionnel par une réclamation écrite,
- La demande est manifestement infondée ou abusive,
- Le litige a été précédemment examiné ou est en cours d'examen par un autre médiateur ou un tribunal,
- Le consommateur a introduit sa demande auprès du médiateur dans un délai supérieur à un an à compter de sa réclamation écrite auprès du professionnel,
- Le litige n'entre pas dans son champ de compétence.

Le consommateur est informé par le médiateur, dans un délai de trois semaines à compter de la réception de son dossier, du rejet de sa demande de médiation ».

ARTICLE 7 - COÛTS ET RÈGLEMENT DES PRESTATIONS DU MÉDIATEUR

La médiation de la consommation est gratuite pour le consommateur.

Les coûts d'adhésion à la plateforme de la médiation DEVIGNY MEDIATION :

Le professionnel sera redevable de la somme de 90 € HT par an (quatre-vingt-dix euros hors taxe), et par établissement, payable à la signature de la présente convention et à chaque date anniversaire. La première facture sera envoyée au professionnel à réception du règlement par le médiateur. Les factures suivantes seront envoyées par courriel. Le professionnel devra s'acquitter de la facture du médiateur à réception.

Les factures d'abonnement seront réglées par l'association MédiaConso, tant que le professionnel y adhérera et qu'il sera à jour de ses cotisations. A défaut, le professionnel s'acquittera directement de ses factures d'abonnement.

Nom et prénom du contact : (Mr ou Mme) (nom et prénom)

Adresse électronique : (adresse électronique)

Numéro de téléphone : (numéro)

Sont compris dans ces coûts d'adhésion :

- l'information et la formation sur les obligations du professionnel en droit de la consommation et sur le mécanisme du processus de résolution des litiges,
- l'accès à la plateforme de saisie pour les consommateurs,
- des informations en droit de la consommation, droit du travail, droit des sociétés, l'actualité juridique et l'évolution de la médiation sous forme d'articles mensuels et forums de discussion.

Les coûts de médiation :

- La médiation simple : si le litige est résolu sur propositions des parties avec un ou deux échanges téléphoniques, courriers ou courriels simples, la médiation sera facturée pour un total de 90 € HT.
- La médiation complexe : si le litige requiert des recherches juridiques, de nombreux échanges avec chacune des parties qu'ils soient téléphoniques, par courrier ou courriels, la médiation sera facturée 290 € HT.

Le médiateur apprécie, après recevabilité d'un dossier, le niveau de médiation qui aura le plus de chance de permettre la résolution du litige et le propose aux parties. Il sera facturé au professionnel le montant indiqué ci-dessus correspondant au niveau de médiation choisie, que celle-ci est abouti ou non. En cas d'échec de la médiation, le niveau de médiation immédiatement supérieur à celui choisi ne peut être mis en œuvre automatiquement. Les coûts sont indépendants du résultat de la médiation.

Le professionnel devra s'acquitter de la facture du médiateur à réception.

En qualité d'adhérent MédiaConso, et tant que le professionnel est à jour de ses cotisations auprès de ce dernier, c'est l'association MédiaConso qui procédera au règlement des factures de médiation. A partir du moment où le professionnel n'est plus adhérent MédiaConso, c'est lui qui devra s'acquitter des factures d'abonnement et de médiation directement.

À défaut de paiement dans un délai maximum de sept (7) jours à compter de la date d'émission de la facture, des intérêts de retard seront légalement dus et calculés, en application de l'article L. 441-6 du Code de commerce, sur la base de trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur, sans qu'un rappel soit nécessaire. L'article L. 441-6 du Code de commerce dispose en outre que tout professionnel en situation de retard est débiteur de plein droit à l'égard du créancier, en sus des indemnités de retard, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret. L'article D. 441-5 du Code de commerce fixe l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à la somme de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

ARTICLE 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter de la date de la signature par les parties. La désignation de la médiation DEVIGNY MEDIATION est irrévocable pendant les trois années de la présente convention afin de garantir son indépendance.

La présente convention sera reconduite par tacite reconduction pour trois années supplémentaires.

L'attention du professionnel est attirée sur la possibilité qui est la sienne de mettre fin à la convention à l'issue de chaque période de trois ans ; pour cela, il doit en informer le médiateur, par courrier recommandé, un mois avant la date de fin de la convention.

Aux termes de l'article L.615-2 du code de la consommation, si un médiateur de la consommation est déjà inscrit sur la liste des médiateurs de la consommation d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC) et qu'il ne répond plus aux conditions exigées au titre 1^{er} « Médiation » du code de la consommation ou ne respecte pas les obligations lui incombant, la CECMC peut décider du retrait de l'intéressé de la liste des médiateurs. La décision prononçant le retrait de la liste est prise dans les conditions et suivant la procédure fixée par Décret en Conseil d'Etat. Elle est motivée et notifiée à l'intéressé.

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant signé par les parties et communiqué à la CECMC pour validation. A défaut, le référencement du médiateur peut être retiré par la CECMC.

ARTICLE 9 - RESOLUTION DES DIFFERENDS RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différent susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de la présente convention, sur la médiation d'un médiateur professionnel qui, saisi à l'initiative de la partie la plus diligente, formulera une proposition de médiation, dans le mois suivant sa saisine. Les frais de médiation seront supportés par moitié par chacune des parties. Si, après les entretiens individuels et la réunion des parties, aucun accord n'est trouvé, et que l'une des parties engage une procédure judiciaire, la présente clause sera réputée honorée.

Le tribunal compétent sera le tribunal d'instance d'Angers (49).

Si le litige porte sur le processus de médiation ou sur une disposition afférente à l'indépendance du médiateur, le CECMC sera saisi.

Le médiateur de la consommation atteste que la présente convention est en tous points conforme à celle validée le 4 mai 2018 par la CECMC.

Fait à **(lieu)**, le **(date)**.

(signature précédée des mentions manuscrites « Lu et approuvé - Bon pour accord »)

Le médiateur de la consommation
SARL DEVIGNY MEDIATION
Représentée par sa gérante
Emmanuelle DEVIGNY

Le professionnel
(forme juridique) (nom société)
Représentée par
(prénom et nom)

ANNEXE 1 CHARTRE DEVIGNY MEDIATION

CHAPITRE 1 – LE MEDIEATEUR DEVIGNY MEDIATION

Le médiateur DEVIGNY MEDIATION est une personne physique, qui répond à des exigences strictes concernant ses compétences et sa responsabilité.

Le médiateur DEVIGNY MEDIATION est : titulaire d'une maîtrise en droit privé, spécialiste en droit de la consommation, dont les connaissances sont régulièrement mises à jour, titulaire du certificat d'aptitude à la profession de médiateur CAP'M, titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle. Le médiateur professionnel DEVIGNY MEDIATION respecte strictement le code d'éthique et de déontologie de la médiation et du médiateur. Cela lui impose notamment les postures suivantes : indépendant, impartial, neutre et respect la confidentialité de ce qui lui est confié dans le cadre de la médiation, même vis-à-vis de la justice. Le médiateur informera les parties, sans délai, de la survenance de toute circonstance susceptible d'affecter son indépendance, son impartialité ou de nature à créer un conflit d'intérêt ainsi que leur droit de s'opposer à la poursuite de sa mission. Le médiateur est agréé par la commission d'évaluation et de contrôle des médiateurs de la consommation (CECMC). Il rend compte de son activité de médiateur de la consommation, par le biais d'un rapport annuel, remis à la CECMC.

CHAPITRE 2 – DESIGNATION DU MEDIEATEUR DE LA CONSOMMATION

Afin de remplir son obligation légale, le professionnel doit désigner un médiateur de la consommation référent. Le non-respect de ce dispositif est passible d'une amende administrative de 3000 € maximum pour les personnes physiques et de 15000 € pour une société. Pour ce faire, il signe une convention de désignation d'un médiateur de la consommation DEVIGNY MEDIATION. Afin de garantir son indépendance, la désignation du médiateur de la consommation est irrévocable pendant les trois années de validité de la convention de désignation d'un médiateur de la consommation.

CHAPITRE 3 – LE CHAMPS D'APPLICATION ET DE RECEVABILITE DE LA RECLAMATION DU CONSOMMATEUR

1/ CHAMPS D'APPLICATION ET LA RECEVABILITE DE LA RECLAMATION DU CONSOMMATEUR

Sont concernés les litiges transfrontaliers portant sur l'exécution d'un contrat de vente ou de prestation de services, opposant un consommateur et un professionnel, qu'il soit une personne physique ou morale, publique ou privée. Tous les secteurs professionnels sont concernés. La médiation de la consommation ne s'applique pas :

- Aux litiges portant sur des services d'intérêt général non marchands, fournis par une administration ou une association par exemple.
- Aux litiges portant sur des services de santé fournis par des professionnels de la santé aux patients. C'est le cas des médecins généralistes, des médecins spécialistes, des hôpitaux. Les options ne rentrent pas dans cette catégorie.
- Aux litiges portant sur des services rendus par des prestataires publics de l'enseignement supérieur.
- Aux litiges entre professionnels,
- A une procédure engagée par un professionnel contre un consommateur,
- Aux négociations directes entre le consommateur et le professionnel,
- Aux réclamations du consommateur auprès du service clientèle du professionnel.

2/ RECEVABILITE DE LA RECLAMATION CONSOMMATEUR

Pour qu'un litige de consommation puisse être examiné par le médiateur, le consommateur doit justifier avoir tenté de résoudre au préalable le litige au moyen, d'une réclamation écrite auprès du professionnel ou de son service clientèle. Avant de saisir le médiateur de la consommation, le consommateur doit tenter de résoudre le litige directement auprès du professionnel et garder une preuve écrite des démarches effectuées. La demande du consommateur doit être fondée et légitime. Le consommateur doit saisir le médiateur de la consommation dans un délai d'un an maximum suivant sa réclamation écrite faite au professionnel. Un litige ne peut être examiné par le médiateur de la consommation lorsqu'il a été précédemment examiné ou est en cours d'examen par un autre médiateur ou par un tribunal. Si la réclamation du consommateur n'est pas recevable, le médiateur informe le consommateur du rejet de sa demande de médiation dans un délai de trois semaines suivant la réception de son dossier.

CHAPITRE 4 – LE PROCESSUS DE MEDIATION DE LA CONSOMMATION

La médiation des litiges de la consommation satisfait aux exigences suivantes :

- Elle est aisément accessible par voie électronique ou par voie postale au consommateur et au professionnel,
- Elle est gratuite pour le consommateur à l'exception des frais suivants,
- Les parties ont la faculté, à leur charge, de se faire représenter par un avocat ou de se faire assister par toute personne de leur choix à tous les stades de la médiation,
- Chaque partie peut également solliciter l'avis d'un expert, dont les frais sont à sa charge. En cas de demande conjointe d'expertise, les frais sont partagés entre les parties.

Dès réception des documents sur lesquels est fondée la demande du consommateur, le médiateur de la consommation notifie aux parties par voie électronique ou par courrier simple, sa saisine. Cette notification rappelle aux parties qu'elles peuvent à tout moment se retirer du processus. Le médiateur communique, à la demande de l'une des parties, tout ou partie des pièces du dossier. Le médiateur peut recevoir les parties ensemble ou séparément. A défaut d'accord amiable entre elles, il leur propose une solution pour régler les litiges. Le médiateur, en faisant connaître aux parties la solution qu'il propose, leur rappelle, par courrier simple ou par voie électronique, qu'elles sont libres d'accepter ou de refuser sa proposition de solution ; que la participation à la médiation n'exclut pas la possibilité d'un recours devant une juridiction ; que la solution peut être différente de la décision qui pourrait être rendue par un juge. Le médiateur précise également quels sont les effets juridiques de la proposition de solution et fixe un délai d'acceptation ou de refus de celle-ci. Lorsque le médiateur propose une solution aux parties, l'absence de réponse à l'issue d'un délai de réflexion de 14 jours équivaut à un refus. Les parties sont libres d'accepter ou de refuser cette proposition. La proposition de solution par le médiateur peut être différente de la décision qui aurait été rendue par un juge. L'acceptation de la solution engage juridiquement les parties selon les termes prévues dans cette proposition.

CHAPITRE 5 – LE RESULTAT DE LA MEDIATION

Si les parties trouvent une solution amiable avec l'aide du médiateur ou si elles acceptent sa proposition de solution, le médiateur constate la fin de la médiation. Le médiateur informe les parties des effets de l'acceptation de la solution, et notamment le fait qu'une action en justice n'est plus possible, à l'exception des cas où le professionnel aurait dissimulé certaines informations ou si des éléments nouveaux

concernant la réclamation apparaissaient. En cas de refus de la solution, rien ne s'oppose à la possibilité de l'une des parties à saisir une juridiction du litige. D'ailleurs, la médiation suspend la prescription de droit commun de 5 ans pendant toute la durée de la procédure. L'issue de la médiation intervient, au plus tard, dans un délai de 90 jours à compter de la date de notification. Le médiateur peut prolonger ce délai à tout moment en cas de litige complexe. Il en avise immédiatement les parties.

CHAPITRE 6 – L'OBLIGATION EUROPEENNE DE RAPPORT ANNUEL DE L'ACTIVITE DE MEDIATION DE LA CONSOMMATION

La CECMC évalue régulièrement les médiateurs afin de vérifier qu'ils répondent toujours aux conditions et exigences de qualités propres à l'exercice de la mission de médiateur de la consommation. La CECMC peut statuer sur le retrait du médiateur de la liste européenne des médiateurs de la consommation. Le médiateur envoie un rapport annuel à la CECMC. Ce rapport est consultable sur le site du médiateur.

Démonstration